

# **Myanmar : Dites non au charbon et aux grands barrages**

(Yangon, Myanmar) - mardi 13 décembre 2016

*Info Birmanie fait partie des plus de 250 signataires de cette déclaration. En effet, Info Birmanie soutient la lutte contre l'imposition de projets de centrales à charbon et de grands barrages hydroélectriques. Alors que la Birmanie est particulièrement vulnérable au changement climatique, il est temps de prendre une direction responsable, en abandonnant progressivement les énergies fossiles et les méga barrages et en se concentrant sur les énergies renouvelables.*

Le Myanmar se trouve dans une période critique en matière de politique énergétique. Avec seulement un tiers de la population connectée au réseau énergétique central et un nouveau gouvernement formé cette année, des solutions énergétiques doivent être trouvées. Il est impératif que les intérêts des communautés locales, y compris les populations autochtones et les femmes, soient au cœur des préoccupations et des décisions futures, passant avant ceux des grandes entreprises et des institutions financières internationales.

Le gouvernement du Myanmar doit abandonner les plans de développement du secteur du charbon ainsi que les grands projets hydroélectriques, clairement rejetés par les communautés affectées. Si ces projets se poursuivent, ils causeront des dommages irréversibles à l'environnement, aux écosystèmes, aux cultures ethniques et à la sécurité sociale. Ils contribueront à aggraver le changement climatique et alimenteront les conflits sociaux et ethniques à travers le pays.

L'ancien gouvernement a approuvé des dizaines de projets charbonniers et hydroélectriques de grandes envergures sans aucune transparence ni consultation des communautés locales, destinant une grande partie de la production électrique à l'exportation. Le nouveau gouvernement de la Ligue Nationale pour la Démocratie doit être transparent sur l'avenir des projets de centrales à charbon et de barrages hydroélectriques au Myanmar et informer rapidement le public de son programme en matière d'énergie afin d'éviter de répéter les erreurs du gouvernement précédent. Tous les contrats concernant le développement de mégaprojets doivent être publiés sans hésitation.

Les derniers plans énergétiques du Myanmar se concentrent sur le charbon et les grandes centrales hydroélectriques et sont présentés comme solution à la pauvreté énergétique du pays. Tout changement d'orientations, par exemple un délaissement du charbon, ne doit pas se traduire par une plus grande focalisation sur les grands projets hydroélectriques non durables comme substitut – souvent présentés comme « énergies renouvelables » –, et vice versa. De même, la suspension du

projet de barrage à Myitsone ne doit pas signifier une expansion des barrages en cours de construction sur la rivière Salween.

La plupart des méga barrages planifiés au Myanmar sont situés dans les états ethniques, en proie aux conflits, constituant ainsi un sérieux obstacle au fragile processus de paix. Alors que la gestion des ressources naturelles est au cœur des conflits, la LND devrait imposer un moratoire sur tous les méga projets si elle espère mettre fin à des décennies de guerre civile.

Le Myanmar a l'opportunité, aujourd'hui, d'abandonner les énergies fossiles et les méga barrages pour se concentrer sur les énergies renouvelables, en particulier les basées sur les communautés locales hors réseau énergétique centrale, potentiellement moins coûteux que l'expansion d'un réseau centralisé. Les communautés autochtones vivant en zones rurales seront en effet les derniers bénéficiaires des plans actuels d'expansion du réseau, soulignant la nécessité d'un dialogue inclusif avec les communautés afin de répondre aux besoins énergétiques de l'ensemble du pays.

Dans son programme électoral, la LND s'est engagée à produire de l'électricité à partir des seuls barrages hydroélectriques existants, à lutter contre la pollution et à protéger l'environnement. Il est temps pour le gouvernement de tenir ses promesses.

Nous, les signataires de cet appel, demandons une véritable participation à la définition du programme énergétique du pays. La société civile et les communautés locales doivent être placées au cœur du processus de prise de décision. En publiant ses plans actuels et futurs, le gouvernement permettra aux communautés locales et aux investisseurs d'évaluer pleinement les avantages et les inconvénients des projets énergétiques proposés, d'identifier des solutions efficaces et de promouvoir une participation significative. Les projets énergétiques ne peuvent pas être légitimement imposés par le gouvernement tant qu'ils sont rejetés par les populations impactées.